DocuSign Envelope ID: 0BFA27C8-DEB2-4533-AC82-8D7DD0917AEA

TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un ***Consultant International, Expert Juriste***, dans le cadre du projet « ***Renforcement de la sécurité alimentaire et de l'emploi des femmes et des jeunes via la promotion de chaînes de valeur vertes inclusives dans le cadre de la relance post-COVID-19*** »

1. Contexte

Le Gabon s'est engagé en 2010 à transformer son économie via le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) dont la mise en œuvre est handicapée depuis 2014 par la situation difficile du marché pétrolier depuis 2014. Alors que le Gabon dispose d'énormes potentialités agricoles (terres arables de près de 5 millions hectares, pluviométrie de 1800 à 4000 mm par an), la production agricole, dont la main d'œuvre est constituée à 80% par les femmes, ne couvre que 40% des besoins alimentaires. Le déficit est couvert par des importations (riz, poulet, viande, banane, légume, manioc, produits alimentaires transformés…) de plus de 450 milliards de FCFA (environ 5% du PIB). Ces importations pèsent sur la balance commerciale, transforment les habitudes alimentaires, et limitent la production agricole locale et la création d'emplois du fait notamment de la faible structuration des filières et organisation des acteurs. Elles sont le reflet de potentialités agricoles ne bénéficiant pas des effets d'agglomérations résultant de la forte urbanisation au Gabon et de ses revenus relativement plus élevés. La concrétisation de ces potentialités agricoles constitue aussi une opportunité pour organiser les différents acteurs dans la chaine de production et de transformation en milieu urbain une partie de ces produits par les PME, y compris dans le secteur informel, et lutter contre le chômage qui touche 45% des femmes et 37% des jeunes, mettant cette catégorie de population dans des situations de forte vulnérabilité face à des chocs directs ou indirects sur l'économie. Par ailleurs, du fait de ses conséquences sur le marché pétrolier, la pandémie de la COVID-19 a accentué les difficultés économiques au Gabon, notamment en matière de sécurité alimentaire suite à la fermeture des frontières et au confinement qui a rétréci les débouchés urbains des produits agricoles locaux. Il ressort ainsi de l'enquête sur l'impact de la COVID -19 un accès plus difficile pour 27% des ménages aux produits essentiels (poisson, manioc, banane…etc) à cause du manque de revenus, de l'inflation ou des pénuries.

Pour faire face à ces impacts négatifs, le Gouvernement a décliné un Programme de riposte socio-économique en 2020 suivi d'un Plan d'Accélération et de Transformation Economique (PAT) pour la période 2021-2023 qui a ambition de préparer « l'après pétrole » en général et de réduire la dépendance aux importations alimentaires.

Cette stratégie est en droite ligne avec la réponse (SERP) élaboré par le Système des Nations Unies dont l'un des piliers porte sur l'économie verte en vue de diversifier l'économie et créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes. C'est dans ce cadre que le Gabon a obtenu du Fonds de la Facilité Rapide de Financement (RFF) le financement du projet « chaines de valeurs vertes inclusives ». Le Projet, qui s'inscrit dans la réduction de la dépendance alimentaire, vise à renforcer les capacités des microentreprises agricoles gérées par les femmes et les jeunes afin qu'elles

DocuSign Envelope ID: 0BFA27C8-DEB2-4533-AC82-8D7DD0917AEA

puissent mieux accéder aux marchés les plus rémunérateurs à Libreville et à Port-Gentil. Les spéculations ciblées seront la banane, le manioc et les légumes produits dans le Moyen-Ogooué, l'Ogooué-Maritime, l'Estuaire et les zones périurbaines. C'est dans cette perspective, que le Programme des Nations Unies pour le Développement envisage de recruter un consultant International, Expert Juriste durant la phase mise en œuvre du projet pour le montage d'un cadre juridique, institutionnel et organisationnel pour la formalisation et l'implantation des Organisations Interprofessionnelles (OI).

2. Tâches et responsabilités

Sous la supervision du Conseiller Economique du Bureau du PNUD au Gabon, ***l'Expert juriste*** accompagnera le coordonnateur National dans le processus de préparation, conception et élaboration d'un cadre légal et institutionnel créant et régissant les organisations Interprofessionnelles Agricoles pour les filières suivantes : Banane, Manioc, Légumes et fruits et Animaux d'élevage et ce en harmonie avec la réglementation en vigueur afin de promouvoir le secteur agricole dans le cadre d'une plateforme de partenariat direct entre les organisations de producteurs, de transformateurs et de services.

Cette mission comprendra notamment la réalisation des activités suivantes :

- Collecte de données, prise de contact
- Revue et analyse documentaire
- Enquêtes
- Entrevues avec les concernés pour la conception du règlement intérieur

3. Durée du Contrat

La durée de la mission sera de 3 mois et elle démarrera dès signature du contrat.

4. Compétences et Profil Requis

Expérience :

- Etre titulaire d'un DESS ou MBA
- Avoir un diplôme BAC+4 minimum en droit privé avec de 15 ans au minimum dans le domaine juridique
- Une expérience dans des projets similaires
- Une bonne connaissance souhaitée de projets similaires dans des pays ayant une avancée dans le domaine des interprofessions agricoles
- Avoir une bonne connaissance des enjeux du développement agricole, de la problématique du chômage des jeunes et de l'employabilité des filières agricoles et agro-industrielles
- Capacité d'analyse, de synthèse et de et de communication (orale et écrite) et le rapportage
- Maîtrise des logiciels informatiques de base (Word, Excel, PowerPoint et Internet)

Langues requises :

- Excellente maîtrise du français à l'oral et à l'écrit ;
- Bonne connaissance et capacité de communiquer en anglais à l'oral et à l'écrit.

Compétences :

DocuSign Envelope ID: 0BFA27C8-DEB2-4533-AC82-8D7DD0917AEA

- Fait preuve d'intégrité en modelant les valeurs et les normes éthiques de l'ONU ;
- Capacité d'établir et de maintenir de bonnes relations de travail avec des collègues dans un environnement multiculturel ;
- Remplit toutes les obligations de sensibilité au genre et de tolérance zéro pour le harcèlement sexuel.

5. Livrables attendus

Par filière retenue :

- Un projet de loi sur les Organisations interprofessionnelles
- Un projet de Statut
- Un projet de règlement Intérieur

6. Dossiers de candidature

Le dossier de soumission doit être constitué d'une offre technique et d'une offre financière :

L'offre technique (pondérée sur 70%) comprenant :

- Une lettre d'expression d'intérêt.
- Une note technique sur les éléments méthodologiques y compris la compréhension des termes de référence.
- Les CVs des consultants.
- Les références pertinentes des études similaires menées.

L'offre financière (pondérée sur 30%) comprenant :

- Coût global de la consultation.
- Présentation détaillée des honoraires.

La sélection des candidats sera effectuée par un comité de recrutement et sur la base des dossiers présentés, des tests et/ou des entretiens. Les critères de sélection seront conformes aux termes de référence sus mentionnés.

7. Validation des termes de références :

Elaboré par : (nom) Diane Gwladys MBADINGA Diane Gwladys MBADINGA

(fonction) Coordinatrice National du Projet - PNUD Gabon

Validé par : (nom) Idrissa DIAGNE

(fonction) Conseiller Economique - PNUD Gabon

Approuvé par : (nom) Francis JAMES Francis James

(fonction) Représentant Résident - PNUD Gabon